

des fabricants de produits pharmaceutiques se seraient rendus coupables en ne demandant pas les licences prévues dans la loi révisée sur les brevets, adoptée au cours de la dernière session, et pourrait-il faire rapport à la Chambre au cours de cette semaine?

**L'hon. Ron Basford (ministre de la Consommation et des Corporations):** Monsieur l'Orateur, je ne suis pas très au courant de la nouvelle qui, de toute évidence, a provoqué la question. Si le député a des renseignements que je devrais posséder, à son avis, j'aimerais qu'il me les communique immédiatement. Conformément aux modifications apportées lors de la dernière session à la loi sur les brevets, nous avons reçu environ 50 demandes de licences obligatoires. Le commissaire aux brevets s'emploie à y donner suite. Si le député a des informations au sujet d'une présumée collusion, j'aimerais assurément en prendre connaissance.

### LES TRANSPORTS

#### LE CHARBON—LA DEMANDE DES COMPAGNIES DE CHEMIN DE FER CANADIEN-NORD ET KOOTENAY ELK

**M. Randolph Harding (Kootenay-Ouest):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Transports. La Commission canadienne des transports a-t-elle reçu une demande de la compagnie du Canadien-Nord et de la Kootenay Elk Railway Company en vue de pouvoir construire des lignes qui passeraient aux États-Unis et reviendraient au Canada sur la côte du Pacifique, dans le but d'y transporter du charbon en passant par les États-Unis?

**M. l'Orateur:** La question devrait être inscrite au *Feuilleton*.

### SANTÉ ET BIEN-ÊTRE

#### L'ASSURANCE FRAIS MÉDICAUX—LA RÉAFFECTATION DE SUBVENTIONS

**M. P. B. Rynard (Simcoe-Nord):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais adresser cette question au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. A la suite d'un certain nombre de déclarations, j'aimerais lui demander si lui-même ou le gouvernement aurait déjà proposé la réaffectation d'une partie de l'argent versé au premier ministre de l'Ontario pour l'assurance frais médicaux, afin de compenser la suppression des subventions fédérales à la Caisse d'aide à la santé.

**M. l'Orateur:** A l'ordre, je vous prie.

[M. Orlikow.]

### LA CONSTITUTION

#### LES CONFÉRENCES ET LES MUNICIPALITÉS

**M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Comme la province d'Ontario sera représentée sur le plan municipal à la prochaine conférence fédérale-provinciale, peut-il nous dire si le gouvernement aura pour politique, pour les prochaines conférences fédérales-provinciales, de permettre aux provinces de déléguer les représentants de leur choix?

**M. l'Orateur:** Je ne suis pas sûr que la question du député ait trait à la prochaine conférence. Sinon, sa question devrait sans doute être inscrite au *Feuilleton*, ou encore une déclaration pourrait être faite en temps opportun.

**M. Alexander:** Monsieur l'Orateur, permettez-moi de reformuler ma question. Puisqu'il paraît que la province d'Ontario sera représentée au niveau municipal à la prochaine conférence fédérale-provinciale, le premier ministre peut-il nous dire si le gouvernement fédéral a pour politique d'accueillir et d'accepter les représentants municipaux aux conférences fédérales-provinciales?

**M. l'Orateur:** A mon avis, le député demande une déclaration de principe qui n'est pas d'urgence immédiate.

### LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE

#### LA CRÉATION D'UN PORTEFEUILLE

**M. Louis-Roland Comeau (South Western Nova):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au premier ministre, en l'absence du secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Compte tenu du rapport publié par l'Organisation des Nations Unies pour la coopération et le développement économiques, le ministre et le gouvernement songent-ils sérieusement à créer un poste de ministre des Sciences?

**M. l'Orateur:** Ce genre de question pourrait fort bien être inscrite au *Feuilleton*.

### LA CONSOMMATION

#### LES BÉNÉFICES DES FABRICANTS DE MACHINES AGRICOLES

**M. R. R. Southam (Qu'Appelle-Moose Mountain):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais adresser ma question au ministre de la Consommation et des Corporations: le ministre peut-il nous dire si le gouvernement enjoin-